

Des temps difficiles

UDAYA RAJAPAKSHA

JAGATH SIRIWARDENA



Les politiques économiques néolibérales, les 18 années de conflit armé entre les forces gouvernementales et le mouvement des LTTE, ainsi que la mauvaise gestion et la corruption résultant de la politisation des institutions gouvernementales, peuvent être identifiés comme étant les causes profondes du ralentissement et de la régression du développement socio-économique. La privatisation n'a pas engendré d'essor économique, pas plus qu'elle n'a développé le marché du travail, tandis que l'investissement historique dans le développement humain est en train de subir une inversion.

Croissance économique lamentable et instabilité politique

Le Sri Lanka n'a pas accompli beaucoup de progrès en matière de développement social en 2001. Cette année-là en effet, les mauvaises performances de l'économie ainsi qu'un environnement politique instable ont contribué à détériorer davantage l'économie et le développement social du Sri Lanka. La croissance économique a été lamentable, avec un taux de croissance négatif de 0,6% pour 2001. Le PIB a chuté de 3,7% durant le dernier trimestre de l'année.

La lutte pour le pouvoir entre le parti dirigeant et l'opposition a créé un environnement politique instable qui a affaibli le développement économique. Les 18 années de guerre dans le nord et dans l'est ont perturbé davantage le développement économique, l'Etat affectant une part considérable de ses fonds à la guerre. Les attaques des Tigres de Libération de l'Elam Tamoul (*Liberation Tigers of Tamil Elam - LTTE*) contre la Base de l'armée de l'air sri lankaise et l'aéroport international de Colombo ont provoqué de sérieux dégâts et découragé les investisseurs étrangers. Des délestages réguliers ont créé des conditions peu favorables pour les industries et bouleversé la vie quotidienne des populations. Les prix des denrées et services de base ont augmenté progressivement tout au long de l'année.

Ces facteurs ont contribué à la défaite du gouvernement de la People's Alliance lors des élections législatives générales qui ont eu lieu le 12 mai 2001. La campagne électorale avait été très violente, avec plus de 2 200 incidents violents signalés et 43 civils assassinés durant la campagne préélectorale. La situation reste incontrôlée; le nombre total des assassinats (avant et après les élections) s'élevait à 60 à la fin de l'année.

Baisse de l'investissement dans le développement humain

Dans les cinquante années qui ont suivi l'indépendance, le Sri Lanka a obtenu des succès remarquables en matière de développement humain, et se maintient sur cette voie. Le niveau de développement social mesuré à l'aune des indicateurs clés tels que l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation des adultes, dépasse encore de loin celui des autres pays ayant le même niveau de revenu, et est remarquable même lorsqu'on le compare avec celui des pays à revenu intermédiaire.

Le développement social ne peut pas se réaliser tout d'un coup, mais est plutôt le produit de politiques et programmes à long terme. Si les conditions pour le développement social étaient favorables au départ, le succès du Sri Lanka est surtout le résultat de l'insistance continue sur le développement humain. Les programmes pour le bien-être universel, tels que l'éducation gratuite, les soins de santé gratuits et les rations de riz gratuites introduits même avant l'indépendance, ont largement contribué au développement humain.

A la fin des années 70, ces programmes universels étaient entièrement ou partiellement remplacés par des programmes ciblés et par l'introduction de politiques économiques néolibérales. Ces politiques n'ont pas eu l'effet escompté, mais plutôt des effets négatifs sur le développement économique et social.

Les politiques économiques néolibérales, les 18 années de conflit armé entre les forces gouvernementales et le mouvement des LTTE, ainsi que la mauvaise gestion et la corruption résultant de la politisation des institutions gouvernementales, peuvent être identifiés comme étant les causes profondes du ralentissement et de la régression du développement socio-économique.

Le programme *Samurdhi* d'allègement de la pauvreté

Le Programme national d'allègement de la pauvreté, *Samurdhi*, est mis en œuvre depuis 1995 avec pour objectif principal l'allègement de la pauvreté. Il a poursuivi ses activités en 2000, apportant une aide pécuniaire directe à plus de deux millions de familles à faible revenu, bien que ce nombre ne représente que la moitié des familles pauvres du pays.

Outre son programme de complément des revenus, le *Samurdhi* a organisé d'autres programmes visant à améliorer les conditions socio-économiques des groupes à faible revenu. Ce sont notamment : un projet de développement communautaire et des infrastructures; des programmes d'épargne; des programmes d'infrastructure sociale; des programmes de formation et de développement de l'entrepreneuriat; et des programmes d'emploi indépendant. L'allègement de la pauvreté est un défi majeur pour le gouvernement. Des efforts sérieux sont nécessaires pour garantir des moyens d'existence durables en générant des emplois et en augmentant les revenus agricoles.

Définition officielle du chômage discutable

Selon la Banque centrale, le taux de chômage a progressivement baissé jusqu'à 8,4%. Cependant, certains ne sont pas d'accord avec la définition du chômage par la Banque centrale. D'autres sources disent que le chômage au Sri Lanka a augmenté d'environ 50%, par rapport à 1994.

La privatisation n'a pas engendré d'essor économique et n'a pas développé le marché du travail, à cause d'une mauvaise planification et de l'environnement extérieur défavorable (guerre et crise du pouvoir). En outre, les nominations politiques par le parti au pouvoir, People's Alliance, ont entraîné un recrutement excessif de personnels dans certains établissements publics, occasionnant une lourde charge pour ces institutions. Parallèlement, la privatisation d'autres établissements publics a entraîné des pertes d'emplois pour cause de licenciements. La privatisation dans le cadre du Programme d'ajustement structurel, qui a entraîné la fermeture de 745 petites industries, rien qu'en 2001, a changé la nature des emplois qui, de permanents, sont devenus plus temporaires et contractuels, et a menacé la sécurité de l'emploi.



Les politiques économiques axées sur le marché, telles que la suppression des subventions et des obstacles tarifaires sur les importations de produits alimentaires ainsi que la minimisation de l'intervention de l'Etat sur le marché, sont désavantageuses pour les petits exploitants agricoles. Cette situation devrait s'aggraver si les recommandations de la Banque mondiale telles que la privatisation de l'irrigation et des services de vulgarisation agricole sont mises en œuvre.

Impact des faibles affectations de fonds sur le secteur de la santé

Le gouvernement du Sri Lanka a apporté des contributions non négligeables à l'amélioration du secteur de la santé. Le nombre des hôpitaux est passé de 558, en 1999 à 578, fin 2000. Le nombre de médecins s'est accru de 55 436 à 58 310 de 1999 à 2000. Le nombre de patients par docteur est tombé de 3.197 à 3.090.

Cependant, il y a toujours des insuffisances dans le secteur de la santé. La principale raison en est la faible affectation de fonds publics à ce secteur. La part du secteur de la santé n'est que de 1,4% du PIB au Sri Lanka, contre 3,0% et 6,9% du PIB dans les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé, respectivement. La situation est aggravée par le manque de médicaments, de médecins, et de personnel infirmier et technique qualifié dans les hôpitaux, ainsi que l'impossibilité pour les pauvres de se faire traiter dans des hôpitaux privés.

Insécurité alimentaire et malnutrition

La malnutrition est un problème sérieux au Sri Lanka. Les femmes enceintes ou qui allaitent ainsi que les enfants d'âge préscolaire sont les plus vulnérables à la malnutrition protéino-énergétique, à l'anémie par carence en fer et en vitamine A, iode et autres micro nutriments. L'insécurité alimentaire est l'une des principales causes de la malnutrition. Selon le Département du recensement et de la statistique, le Sri Lanka a réalisé la sécurité alimentaire en termes de disponibilité. Mais le faible accès financier et physique aux produits alimentaires est responsable de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le faible accès financier aux produits alimentaires a été provoqué par une augmentation draconienne des prix des denrées alimentaires de base et la stagnation ou la détérioration des salaires et revenus réels des populations. De surcroît, des conditions peu propices créées par la guerre ethnique avec les LTTE menacent l'accès physique des personnes vivant dans ces zones à des produits alimentaires suffisants et nutritifs.

Eau et assainissement

L'objectif de la Politique nationale d'approvisionnement en eau du Sri Lanka est de procurer de l'eau potable à sa population d'ici 2010. L'investissement requis dans le secteur de l'eau pour réaliser ces objectifs a été estimé à 85 milliards de LKR (900 millions de dollars US). Cependant, l'investissement public prévu dans le secteur de l'eau au cours des dix prochaines années est estimé à 45 milliards de LKR (480 millions de dollars US). Actuellement, 67% de la population a accès à l'eau potable.

La demande en eau courante s'accroît avec l'expansion démographique, l'urbanisation et la croissance de l'industrie et des activités commerciales. Il y a toujours une importante demande non satisfaite à cet égard, étant donné que l'eau courante est actuellement disponible pour environ un tiers des ménages seulement. L'objectif du Troisième projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement est de rehausser la santé et le bien-être d'un million d'individus dans les zones rurales du Sri Lanka, en améliorant les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement et en dispensant une éducation en matière d'hygiène.

Les régions situées dans la zone rurale aride du Sri Lanka n'ont pas suffisamment d'eau pour la consommation domestique. En août 2001 une grave sécheresse a touché plusieurs zones agricoles du pays, frappant durement quelque 300 000 familles. Selon le ministère des Affaires Sociales, les habitants des régions au sud-ouest du pays ont beaucoup souffert à cause de la sécheresse.

Contribution des femmes à l'économie

Le Sri Lanka peut s'enorgueillir d'avoir produit la première femme Premier Ministre au monde en 1961. De 1994 à 2000, deux femmes, une fille et sa mère, détenaient les deux premières fonctions du pays – Présidente et Premier Ministre, respectivement, et actuellement c'est une femme qui est à la Présidence. Toutefois, cela ne signifie point que les femmes jouissent des pleins droits. La participation féminine à la prise de décision et à la gouvernance reste insuffisante. Les résultats scolaires des femmes et leur participation à la main-d'œuvre se sont considérablement améliorés, mais il existe toujours des différences avec la participation masculine.

Les femmes apportent une contribution importante à l'économie nationale. L'emploi à l'étranger, qui compte deux tiers de femmes, représente la plus grande contribution au revenu national. La plupart des personnes travaillant à l'étranger sont employées comme bonnes et ouvriers non qualifiés au Moyen-Orient. Nombre d'entre elles vivent dans des conditions difficiles et sont souvent trompées, maltraitées par des agences d'emploi illégales et soumises au harcèlement sexuel. Le gouvernement sri-lankais n'a pas trouvé le moyen de les protéger.

Impact de la guerre

La guerre a eu un impact négatif sur l'économie nationale et sur les moyens d'existence de personnes innocentes. Les lourdes dépenses militaires sont dures à supporter pour un pays pauvre. Les habitants souffrent à cause des impôts directs et indirects prélevés par le gouvernement pour faire face à ces dépenses. Selon des sources gouvernementales, plus de 60 000 personnes, civiles et militaires, ont péri durant la guerre. Certaines sources rapportent que les civils innocents sont les plus vulnérables dans la guerre, étant donné qu'ils constituent les trois quarts des victimes de la guerre. En outre, de nombreuses personnes sont devenues handicapées, ont perdu leurs biens ou leurs moyens d'existence. Le recrutement d'enfants soldats est un problème social engendré par la guerre et de nombreuses personnes ont émigré vers d'autres pays. De nombreuses autres vivent dans des camps de réfugiés dans des conditions misérables. Malheureusement, ni le gouvernement, ni les LTTE n'ont accordé suffisamment d'attention à la recherche d'une solution à ce problème. ■

Institut for Poverty and Socio-economic Analysis
<monlar@sitnet.lk>